

exclusivement vers le renseignement, et il semble bien que Londres n'en soit pas mécontent ⁵⁸.

A plus forte raison, il n'est plus question de la «suppression de traîtres rexistes et certaines personnes nuisibles», à laquelle G. Leclercq semblait attacher une certaine importance. Dans son rapport à Londres, rédigé en juin 1942, mais se référant évidemment aux événements antérieurs à son départ en janvier 1942, il affirme que «plus de 30 individus de ce genre ont payé leur dette» (il parle surtout de suppression de membres de la «Gestapo»). Or, jusque janvier 1942, la Belgique a connu très peu d'actions de ce genre. Les premières victimes sont des collaborateurs, tués en août-septembre 1941, à Leuze et à Tournai, par des membres de la *Phalange Blanche*. Une longue enquête à ce sujet n'a pas permis d'éclaircir les dessous de ces premiers attentats, et n'a certainement pas établi un lien quelconque entre leurs auteurs et le service *Luc* ⁵⁹. Le 1er octobre 1941, un rexiste est tué par une bombe piégée à Bruxelles. Cet attentat est l'oeuvre d'un groupe communiste. Un autre attentat contre un militaire allemand à Bruxelles, en décembre 1941, est revendiqué par une femme d'origine russe ⁶⁰. Les sources disponibles, notamment celles d'origine allemande qui sont très complètes en la matière, ne mentionnent pas d'autres attentats contre des personnes en 1941. Le seul plan de ce genre qui semble avoir existé avec certitude dans le service *Luc* est un projet d'exécuter Paul Colin, directeur politique de l'hebdomadaire *Cassandra* et du *Nouveau Journal*. Ce projet semble exister depuis juin 1941 et de toute façon avant le départ de Leclercq et de Cauvin ⁶¹. Une tentative d'exécuter Colin est entreprise en janvier 1942; elle échoue ⁶². Il semblerait qu'un groupe autour de Martial Van Schelle a nourri un projet pareil pendant un certain temps ⁶³. Van Schelle, champion de natation et homme d'affaires bien connu à Bruxelles, est un agent d'Eugène Dumon. C'est Gilberte Denis du groupe Dumon qui l'a approché ⁶⁴. Il semble surtout avoir aidé financièrement. Van Schelle est arrêté le 15 janvier 1943;

58 Cfr note 43.

59 Voir: E. VERHOEYEN, «Un groupe de résistants du Nord-Hainaut: La Phalange Blanche», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 12, 1988.

60 A. DE JONGHE, «De strijd Himmler-Reeder», dans *Bijdragen tot de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, nr. 4, (1976), p. 97.

61 Voir: *Tout risque d'être perdu y compris l'honneur*, brochure éditée par la Fédération Nationale de l'A.S. démobilisée, s.d., p. 33. Dans un rapport du 21/4/1942 à la Sûreté, Cauvin mentionne l'existence d'«équipes de choc d'hommes décidés, avec pour mission de supprimer certains traîtres». En 1941, Richard De Kriek, agent de *Luc* et ami de Cauvin, aurait à la demande de celui-ci «relevé les allées et venues de Colin» (Rapport sur l'activité de Cauvin, 29/10/1946, LM, n° 14).

62 Voir A. OOMS & P. DELANDSHEERE, *La Belgique sous les nazis*, II, Bruxelles, Edition Universelle, s.d., p. 33.

63 Lettre de H. Casin à Bouriez, 6/5/1946 (LM, n° 67).

64 Rapport de Paul Lauwers, s.d. (LM, n° 67).

il sera exécuté comme otage le 12 mars 1943. La motivation allemande de cette exécution signale que Van Schelle dirige depuis février 1942 un «groupe terroriste» auquel il a transmis des explosifs et qu'il a, dans un cas, incité ce groupe au meurtre, qui ne fut toutefois pas accompli (Colin ?)⁶⁵.

Liaison par radio.

Examinons maintenant le problème des liaisons radiotélégraphiques. Vu la lenteur, bien explicable d'ailleurs, avec laquelle des documents sont transmis à Londres, il est évident qu'un service de renseignements a tout intérêt à pouvoir «correspondre» directement avec Londres, autant pour que les renseignements ne perdent pas leur actualité que pour résoudre des problèmes qui demandent une solution urgente. Ce moyen, c'est la communication par radio clandestine, procédé qui n'est pas sans dangers puisque la *Funkabwehr* allemande guette le trafic par les ondes et dispose de moyens pour localiser des émetteurs clandestins et capturer les opérateurs.

Depuis le retour de Vandermies à Londres, en novembre 1941, la Sûreté a une connaissance directe du service *Luc* et reconnaît en lui un organisme très important. Dès lors, fin décembre 1941, le SIS et la Sûreté décident d'envoyer un radiotélégraphiste à *Luc* et *Zéro*. C'est René Bruaux, (*Roll*), qui ne sera parachuté qu'en mars 1942 et ne sera destiné qu'à *Zéro*. Le même jour que Bruaux arrive Jean Cornez (*White, Béret*) qui est destiné à *Luc* exclusivement. Il s'adresse à Edouard Cuvelier, un ami de Vandermies, qui l'a choisi en 1941 comme agent de liaison entre *Zéro* et *Luc* mais en mars 1942, Cuvelier a perdu le contact avec *Luc*, de sorte que Cornez ne peut fonctionner comme opérateur pour *Luc*. Il envoie quelques télégrammes, mais est arrêté en pleine émission le 15 avril 1942⁶⁶.

Le 28 mai 1942, Londres envoie un second opérateur à *Luc*: Joseph Romainville (*Botte*). Comme Cornez, il passe par Roubaix, puis se présente comme convenu chez Léopold Evrard, concierge au ministère de la Justice

65 Ce document m'a été aimablement communiqué par M. Albert De Jonghe.

66 Jean Cornez, né à Quaregnon le 23/11/1913 était officier de carrière. Il fut parachuté dans la nuit du 2 au 3 mars 1942 dans le Nord de la France, en même temps que Edouard Cleeren, destiné au service *Brave* fondé par le lieutenant Albert Stainier. Cornez, Cleeren, Bruaux et son compagnon Gérard Waucquez furent ainsi les premiers «poulets» (agents parachutés dans le jargon de l'époque) qui ont été accueillis par le centre de réception établi à Roubaix par Joseph Dubar et Paul Joly. Pour ne pas exposer son compagnon et les gens qui l'avaient aidé en France, Cornez a déclaré à la police allemande qu'il avait été parachuté seul à Vielsalm le 26/3/1942. Il fut fusillé le 3/10/1942 au Tir National, sans avoir révélé quoi que ce soit sur ses contacts. Voir: *Papiers W. Ugeux*, n° 63.

à Bruxelles, qui l'héberge pendant quelques jours. Ensuite, Eugène Dumon lui trouve une pension, le munit de faux papiers et le présente à Depreter, pour lequel il a emporté 150.000 F. Romainville a l'impression que les chefs de *Luc* sont trop imprudents. Il est vrai qu'il arrive en pleine bagarre entre Depreter et Delvigne. Il ne semble pas que Romainville ait émis pour *Luc*. En juillet 1942, d'accord avec Max Londot qui vient d'arriver, il se sépare du service *Luc* et forme équipe avec un autre agent parachuté, Emmanuel Jooris, avec lequel il forme le service *B.B.*⁶⁷.

Ainsi, en juin 1942, le service *Luc* se trouve toujours sans liaison radio avec Londres. Elle se réalisera enfin avec l'arrivée de Max Londot fin juin 1942. Mais avant d'entamer ce nouveau stade du service, et pour conclure ce chapitre, il convient de clarifier le financement du service - aspect qui sera également traité pour le service *Marc*.

Financement.

Le premier financement régulier fourni à *Luc* provient du service *Benoit*: 221.000 FB entre mai et décembre 1941. Ces sommes sont remises par Doyen à ses propres courriers (Bauman) ou aux courriers de *Luc*. C'est ainsi que la somme de 43.000 F remise en novembre 1941 à Gustave Martens, courrier de *Luc* n'arrive pas à destination puisque Martens est arrêté à la ligne de démarcation le 30 novembre. Une partie de la somme totale (50.000 F) est remise par Doyen lui-même lors de son voyage en Belgique en octobre-novembre 1941. Une autre partie est remise à Depreter en décembre 1941, lors du séjour de celui-ci à Limoux chez Doyen. En outre, 160.000 FF sont remis à l'adjudant Léon Delaissé (*Bob*) en février 1942, qui est remonté en Belgique avec Depreter, mais il n'est pas certain que cette somme soit destinée à *Luc*⁶⁸. A partir de février 1942, *Luc* est alimenté par Bouriez, d'accord avec Londres, à concurrence

67 Emmanuel Jooris, parachuté le 24 mai 1942 avec Nicolas Monami, fut arrêté le 3/9/1943. Il mourut le 20/3/1945 au camp de Nordhausen sous le faux nom d'Emmanuel Vincent. La famille Jooris mérite une mention spéciale dans l'histoire des SRA. Elle comprit trois chefs de réseau: Emmanuel (*B.B.*), Antoine (*Bayard*), et Christian (*Zig*) et un opérateur radio Pierre (pour *Zéro France*). Comme pour son frère Emmanuel, les Allemands n'ont jamais connu le vrai nom de Pierre Jooris, et l'ont fusillé à Arras le 5/11/1943 sous le nom de Jacques Luncq. Pour l'activité de la famille Jooris, voir: Antoine JOORIS, *Souvenirs de guerre*, Bruxelles, édition privée, 1986.

68 *Sommes versées par Benoit à Luc*, note établie par la Sûreté de l'Etat, s.d. Depreter ne fait état que de 20.000 FB remis par Benoit en février 1942 (Lettre à Sabot, 19/8/1942). La somme de 160.000 FF emportée par Delaissé peut avoir eu comme but de reconstituer le service *Benoit* en Belgique; telle était du moins la mission confiée à Delaissé par Doyen (Rapport de L. Delaissé à Londres, 15/9/1943, *Papiers W. Ugeux*, n° 224). Les fonds dont disposait Doyen venaient d'une part de ventes de matériel militaire réalisées en France, d'autre part de la Sûreté à Londres, qui finançait Doyen via son antenne à Lisbonne.

de 40.000 F par mois. Ce budget est augmenté de 10.000 F à partir de juin 1942. Ces 50.000 F représentent les frais de service uniquement. Il faut y ajouter 10.000 F par mois pour les courriers (frais de déplacement, paiement des passeurs, etc) et trois fois 2.000 F par mois pour des épouses d'agents partis en Angleterre, ainsi que le traitement (1.000 F) pour Eugène Dumon, qui quitte son emploi en mars 1942 et pour Depreter, qui est révoqué comme instituteur en mai 1942⁶⁹. Par frais de service, il faut entendre les dépenses nécessaires pour la marche du service: frais de déplacement de Depreter, des courriers intérieurs et des agents, indemnisation des agents ayant quitté leur emploi ou vivant clandestinement, tickets de ravitaillement, frais nécessités par les «colis» (hébergement, faux papiers, etc), frais photographiques pour les rapports. En outre, pour parer à des frais inattendus ou exceptionnels (achat de documents sur l'armée allemande par exemple), chaque service dispose d'une réserve, dont une bonne partie alimentera la «caisse secours», qui vient en aide aux familles d'agents arrêtés et qui est parfois utilisée pour essayer de racheter la libération d'un agent arrêté ou du moins de retarder son procès. Cette réserve est constituée par les sommes envoyées de Londres et emportées le plus souvent par des agents parachutés. Ainsi, Bruaux a emporté 250.000 F pour *Luc* (dont 200.000 F seulement ont été remis à *Luc*, le reste étant retenu par Delvigne - ce sera un des griefs formulés par Depreter contre lui), et Romainville apporte encore 150.000 F et 500 dollars, de sorte qu'en juin 1942 *Luc* dispose d'une réserve de 375.000 F⁷⁰. Signalons enfin, pour mémoire, les 100.000 F remis à Leclercq par Cassart, qui ont probablement servi aux groupes de sabotage.

Telle est la situation en juin 1942. *Luc* est un service disposant certainement de plusieurs centaines d'agents permanents et auxiliaires, mais il est sans liaison directe avec Londres. L'évacuation des rapports, dont Londres reconnaît la très grande valeur, fonctionne bien par le système des courriers Bruxelles-Lyon. L'ambiguïté causée par l'activité de Doyen a disparu, mais le service est en proie à une crise interne au niveau de la direction, à laquelle la diplomatie de Bouriez et la «tutelle morale» du substitut Jules Richard ont apporté une heureuse solution. Toutefois, quand Max Londot arrive «sur le terrain» fin juin 1942, il aura bien du fil à retordre.

69 Rapport n° 32 de *Sabot* du 20/4/1942 et lettre de *Sabot* à *Luc* du 20/6/1942 (LM, n° 60).

70 Lettre de Depreter à *Sabot*, 17/6/1942 (LM, n° 60).

II. LE SERVICE MARC JUSQU'EN OCTOBRE 1942

Arrivée de Max Londot

L'arrivée de Londot marque un tournant important dans l'histoire du service. Max Londot, ingénieur des mines, est né à Liège le 4 juin 1911. Fait prisonnier à la fin de la campagne de mai 1940, il s'évade après cinq jours et, par la France, gagne l'Afrique du Nord. Au Maroc, il prend contact avec le capitaine Joseph Doudot, marié à une Belge et - selon l'expression de son biographe - «une des figures légendaires du contre-espionnage français»⁷¹. Londot assiste Doudot dans son travail et passe en Grande-Bretagne en janvier 1942. Après un entraînement de plusieurs mois suivi dans les écoles spéciales de l'*Intelligence Service*, Londot est parachuté dans la nuit du 23 au 24 juin 1942 au nord de Douai. Il est accompagné de deux autres agents: Firmin Crahay (*Bara*) et Gérard Kaisin (*Briard, Alex*). Ils passent tous les trois par le centre de réception de Roubaix et repartent chacun auprès du service auquel ils sont destinés: Londot à Bruxelles, Crahay à Lyon, et Kaisin reste à Roubaix, centre de Zéro-France qu'il doit diriger⁷².

Sa mission

Dans des documents d'après-guerre, il est affirmé que Londot avait pour mission «de prendre en mains la direction du service belge Luc-Marc»⁷³. Cette formule est un raccourci qui doit être nuancé. Son ordre de mission, rédigé à Londres le 4 juin 1942, définit sa *mission principale* comme suit: «se mettre à la disposition du Service Luc», en fait en tant que «doublure éventuelle» du radio-télégraphiste qui a été envoyé à Luc en mai (Romainville). Puisque Romainville est destiné à Depreter, Londres juge que Londot «devrait, à notre avis, plutôt être mis à la disposition de Police»⁷⁴. Il est bien entendu qu'il travaillerait pour *Police* uniquement dans le cadre des activités de renseignements de celui-ci et non pas pour le service sabotage. Au moment de la rédaction de l'ordre de mission de Londot, Londres sait qu'il existe des tensions entre Depreter et Delvigne,

71 Henri KOCH-KENT, *Doudot, figure légendaire du contre-espionnage français*, Ed. Casterman, 1976. Parmi les Belges aidés par Doudot au Maroc, l'auteur cite notamment Jean Cassart, Maurice Durieux (parachuté en décembre 1942 et l'un des fondateurs du groupe de sabotage *Nola*), Robert Francotte (envoyé à Casablanca pour le compte de la Sûreté le 1/6/1941), l'avocat Van Aubel et le «gentil Max Londot (p. 178).

72 Rapport de Crahay sur son voyage, 30/7/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 240).

73 Voir e.a. le rapport justifiant l'octroi d'une distinction honorifique.

74 Delvigne donc. Il est à remarquer que l'arrivée de Londot *en tant que second radio* pour Luc est annoncée par câble à Sabot dès le 3/6/1942 et confirmée le 11/6/1942.

mais n'en mesure pas encore toute l'ampleur. Mais lorsque Londot arrive, la situation s'est éclaircie par l'élimination de Delvigne de la direction. Londot ne travaillera donc pas pour Delvigne, mais assistera Depreter. Etant donné que vingt jours se sont écoulés entre la rédaction de (la première version ?) de son ordre de mission et le départ effectif de Londot, il est probable que sa mission ait été quelque peu modifiée, et que son rôle de «conseiller» ait été renforcé. Il nous a dit, en 1989, que Page et Nicodème lui ont donné «carte blanche» quant à la direction du service. Il est toutefois certain que tant que Depreter a dirigé le service, Londot n'a rien fait qui puisse lui donner l'impression qu'il venait prendre sa place.

Etant donné que Londot est envoyé, entre autres, en qualité d'opérateur radio, son ordre de mission contient des conseils à ce sujet qui méritent d'être relevés, car ils reflètent l'inquiétude de Londres sur la situation des services en général. En effet, on exige de Londot un minimum d'émissions d'une durée maximale de vingt minutes et d'émettre, si possible, en dehors de Bruxelles. La raison de cette inquiétude est évidente: plusieurs des opérateurs radio envoyés depuis fin 1941-début 1942 se sont fait surprendre en pleine émission par le *Funkabwehr*⁷⁵. C'est pourquoi Londres recommande une très grande prudence et donne à Crahay, co-équipier de Londot, une mission de «secours» en matière de radio. Crahay lui-même doit se mettre à la disposition du service «colis» (évacuation de personnes) de *Sabot*, mais il emporte un poste qui sera installé à Lyon, où il sera manipulé par René Bruaux, ancien opérateur de *Zéro*, brûlé en Belgique. Par ce poste seront transmis des messages moins urgents de *Zéro* et de *Luc*, auxquels il sera répondu via leurs propres postes en Belgique, l'écoute n'offrant pas de danger de repérage. Etant donné que les services de repérage allemands n'opèrent pas en France non occupée, le plan est adéquat⁷⁶. Le poste

75 Albert Stainier, parachuté en novembre 1941 et dont la mission *Saga* fut considérée comme très importante par la Sûreté et le SIS, fut arrêté le 10/3/1942 en émettant à Korbeek-Lo, Jean Cornez fut pris dans des circonstances identiques à Bruxelles le 15/4/1942, et René Bruaux, radio de *Zéro*, échappa de justesse à l'arrestation le 2/5/1942, grâce au sang-froid de son garde du corps, le gendarme François Malmédy, qui fut abattu sur place par les Allemands. De plus, le 6/5/1942, trois autres agents de la Sûreté-SIS (Gérard Waucquez, Joseph Van Hooff et Marcel Thonus) furent arrêtés à Bruxelles suite à une manœuvre d'infiltration de l'*Abwehr*.

76 Le plan est communiqué par câble et note à *Sabot* en juin 1942. Il est également exposé dans l'ordre de mission de Londot et bien sûr dans l'ordre de mission de Crahay, daté du 3/6/1942. Ce projet fut élaboré par le major Page du SIS et par Jean Nicodème de la Sûreté. A ce propos, Nicodème écrit à Page: «Nous pourrions relier (le poste BARA) avec le service Luc en Belgique, service qui est certes l'un des plus importants. L'émission en France libre étant certes beaucoup moins dangereuse qu'en Belgique, le service Luc disposerait ainsi en France libre d'un poste d'émission. (...) Nous donnerions comme instructions au service Luc d'avoir une boîte aux lettres sûre à Lyon. Un intermédiaire irait chercher les messages déposés et ceux-ci nous seraient par conséquent envoyés par BARA. L'ami de Lyon (= Georges Oreel) sert d'ailleurs à la transmission du courrier Luc et en moins de 48 heures il y a moyen de se rendre de

emporté par Crahay est remis à Bruaux à Lyon le 13 juillet 1942, et celui-ci s'en servira jusqu'en janvier 1943, alternativement pour le service *Sabot*, le Poste de Commandement Belge et de temps à autre en effet pour les services belges ⁷⁷.

Outre d'un poste émetteur et d'une somme de 200.000 F qui servira de réserve, Londot est muni d'instructions pour le service *Luc-Marc* et d'une lettre d'encouragements signée par «le vieux Luc», c'est-à-dire Georges Leclercq. Les instructions comportent l'interdiction, pour les agents de renseignement, de s'occuper de sabotage et de faire partie d'une formation paramilitaire quelconque («Il y a toujours lieu de rester parfaitement cloisonné et d'éviter à tout prix l'entrée en contact avec les services de sabotage, de propagande et de résistance passive. Les agents doivent faire uniquement du renseignement et ne pas s'exposer inutilement.»). Il est également conseillé de séparer les groupes qui s'occupent du passage de militaires désirant partir en Grande-Bretagne et des agents brûlés. A côté d'instructions pour l'évacuation du courrier (vers *Sabot* exclusivement), il y a une demande d'examiner d'autres moyens que la voie terrestre: la liaison maritime au départ de la côte belge ou bretonne, la liaison par pigeons et la liaison par avion, à partir du Nord de la France. Signalons dès à présent que de ces trois moyens, seul le ramassage du courrier par avion a été réalisé en 1944 ⁷⁸.

Arrivé à Bruxelles avec l'aide de *Jean de Roubaix* (J. Dubar), Londot se rend d'abord chez Léopold Evrard, concierge au ministère de la Justice, qui l'introduit auprès de Claire Duysburgh (*Cousine*), et c'est par elle qu'il est mis en contact avec Depreter. Le rôle important joué dans le service par Claire Duysburgh mérite qu'on s'y arrête un instant. Née en 1909 et dactylo au ministère de la Justice, elle travaille d'abord avec Leclercq,

Belgique jusque Lyon. Nous aurions par conséquent là-bas un poste radio absolument sûr» (Lettre de Nicodème à Page, 29/5/1942, *Papiers W. Ugeux*, n° 240). Après leur arrivée, Londot a proposé un système de communication radio entre lui-même et le poste BARA, notamment en vue de recevoir rapidement un accusé de réception du courrier *Marc* à Londres, mais il ne semble pas que ce système ait été utilisé (Lettre de Londot à *Sabot*, 15/8/1942).

77 Rapport de R. Bruaux à Londres, 24/5/1943 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 232).

78 Il est bien entendu que plusieurs agents en service ont utilisé des pigeons pour transmettre des messages ou des renseignements. Ce fut notamment le cas pour le service *Carol*, créé début 1943 après le parachutage de Jean Ceyssens (*Gibbon*) le 20/12/1942. Ce service envoyait par pigeons uniquement des extraits microfilmés de la presse censurée. *Carol* pouvait compter sur la collaboration de plusieurs agents de *Luc-Marc*: Cauvin a collaboré à l'élaboration de la mission à Londres, les parents et l'épouse de Cauvin ont prêté leur aide à Ceyssens, dont les proches collaborateurs étaient des «Luc»: le juge Paulsen et l'avocat Robert De Keersmaecker, qui prit la succession de Ceyssens au départ de celui-ci en mars 1943. Voir: J. FOSTY, *La guerre secrète des SRA*, Bruxelles, Ed. Collet, 1987, pp. 173-177.

puis, après le départ de celui-ci, devient la collaboratrice directe de Depreter et la secrétaire du réseau. Elle continue ce travail avec Londot jusqu'à son arrestation en mars 1943. C'est elle qui centralise et dactylographie le courrier.

Peu après son arrivée, Londot rencontre également le substitut Jules Richard et William Ugeux, qui dirige depuis fin 1941 le service *Zéro* et qui est en instance de départ pour Londres. Ugeux et Richard ainsi que Depreter le mettent au courant des tenants et aboutissants de «l'affaire *Police*» et de l'éviction de ce dernier du service. Londot a une très bonne impression de Depreter: «travailleur, dévoué, suffisamment prudent, aimé du service. A mon avis il est très bien à sa place à la tête du service. (...) Je vais donc travailler à ses côtés et ferai en sorte qu'il ne puisse avoir aucune raison de se froisser de mon aide et qu'il ne prenne pas celle-ci comme un amoindrissement de son autorité»⁷⁹.

Suite à l'arrestation d'un agent⁸⁰, au cours de laquelle il apparaît que la police allemande connaît le signalement de Depreter, celui-ci et Londot estiment qu'il est préférable que Depreter disparaisse de la scène quelque temps («mais pas des coulisses», ainsi que l'écrit Londot à Nicodème). Dès lors, Londot travaillera avec l'adjoint de Depreter, Eugène Dumon, qui est arrêté à son tour le 11 août 1942. De ce fait, Londot devra s'occuper activement de la bonne marche de l'organisation. De plus, Londot ne pourra pas longtemps compter sur Depreter, car celui-ci sera arrêté le 9 octobre 1942. C'est la première «casse» sérieuse au sein de *Marc*. Nous y reviendrons.

Les problèmes qui se posent à la direction du service sont multiples. Il est évident que Londot et ses collaborateurs s'en occupent simultanément. Mais pour la bonne compréhension des événements, il nous paraît indiqué de sérier les problèmes et de les traiter séparément.

L'affaire *Police*

Commençons par les développements ultérieurs de «l'affaire *Police*», car cette affaire n'est pas réglée par l'isolation de Delvigne. Dès son arrivée, Londot se propose de mettre en veilleuse les groupes «*Marc*» connus de *Police*, car il craint que celui-ci ne devienne un danger pour le

79 Rapport de M. Londot (qui signe *Jendel*) à Nicodème, 6/7/1942 (LM, n° 70). Ce rapport est transmis à Londres par *Sabot* fin juillet (il accompagne le rapport *Sabot* n° 47 du 25/7/1942). La dernière phrase semble suggérer que Depreter craignait tout de même d'être supplanté par Londot, ce qui n'est pas étonnant étant donné que la querelle avec *Police* était encore toute fraîche.

80 Il s'agit de Paul De Keyser (VN/I), qui a été recruté par Leclercq, et qui fut arrêté le 29/6/1942 (LM, n° 58).

service. William Ugeux, qui arrive à Londres le 4 août 1942, y fait rapport sur le fonctionnement des services en Belgique, e.a. sur «l'affaire *Police*», c'est du moins ce qu'on peut présumer⁸¹. De toute façon, c'est pendant la présence d'Ugeux à Londres, le 18 août 1942, qu'arrive à *Sabot* un câble ordonnant le rappel de *Police* à Londres. Celui-ci reçoit la nouvelle le 28 septembre. Il remet une partie de son groupe de Bruxelles et ce qui reste de son groupe de sabotage à l'industriel Joseph Hartzheim, le groupe de Louvain et l'autre partie du groupe de Bruxelles à Jean Van Oorlé, substitut du procureur du roi à Louvain, dont nous reparlerons. *Police* quitte la Belgique le 9 octobre et arrive à Lyon le 20, chez Georges Oreel. Comme il n'a pas d'instructions pour l'évacuation de *Police*, Oreel le dirige sur Ugeux, revenu entretemps de Londres et chargé de la coordination des services belges travaillant au-dessus de la Loire. Par une série de malentendus et probablement par la réticence de *Police* à partir en Angleterre, le départ n'a pas lieu. Ugeux décide dès lors de le rattacher au Poste de Commandement Belge qu'il dirige de Grenoble. *Police* formera une ligne autonome appelée *Elle*, qui évacuera ses courriers via Roubaix. Cette ligne n'a rien donné, et pour cause. Car à partir du moment où *Police* est éjecté de *Marc*, il se retrouve pratiquement isolé. Il apparaît de plus en plus que *Police* a gonflé son importance. Cette situation peut être illustrée par le développement de ce qui va devenir le service *Jean*, dont la cheville ouvrière est le substitut du procureur du roi à Louvain, Jean Van Oorlé⁸². En 1941, celui-ci travaille encore avec le commandant Albert Lambert de Louvain, qui s'occupe de plusieurs activités clandestines. Après l'arrestation de Lambert en février 1942, Van Oorlé est mis en rapport avec *Police* par l'intermédiaire d'un agent de *Luc*, le juge Willem Terlinck. Dès ce moment, Van Oorlé transmet son courrier à *Police* sous l'indicatif «ligne M» (de *Maurice*, nom de guerre de Van Oorlé). Sept courriers «M» sont ainsi remis par *Police* à Jules Richard, qui les incorpore sous pli fermé dans les courriers *Luc-Marc*. Or, après l'éviction de *Police*, il apparaît que les courriers de Van Oorlé ont constitué la très grosse majorité de ce que *Police* a remis à Richard, de sorte que l'on peut dire que la ligne «M» doit être attribuée à Van Oorlé plutôt qu'à *Police*.

Le jour même du départ de *Police* en France, le 9 octobre 1942, plusieurs arrestations ont lieu dans le service *Marc*, dont celle du chef, Depreter. Max Londot, qui prend alors le service en mains, applique des mesures d'extrême prudence. Il soupçonne *Police* d'avoir la main dans les arrestations (ce soupçon s'avère non fondé) et dès lors refuse d'accepter le courrier de la ligne «M», avec laquelle il veut couper tout contact, étant

81 Dans son premier rapport à Londres du 4/7/1942, Londot écrit en effet: «Vous aurez de plus amples renseignements par la visite ou par le rapport que vous fera parvenir *Walter*», *Walter* étant Ugeux.

82 Jean Van Oorlé, né à Houtain-l'Évêque en 1908, fut arrêté le 2/3/1943 et exécuté à Wolfenbüttel en 1944.

donné qu'elle a passé auparavant par *Police*. Van Oorlé, ne comprenant rien à cette décision, fait appel à Jules Richard, qui lui révèle la véritable personnalité de *Police*. De son côté, Van Oorlé constate que le service *Police*, qu'il croit couvrir tout le territoire, se réduit en fait au sien propre. Devant cette constatation, Richard décide qu'il n'y a plus de raison de se méfier de la ligne «M» et en réfère à Londot. Celui-ci décide en novembre 1942 d'accepter à nouveau les courriers «M», qui seront microfilmés par Van Oorlé et remis à *Marc*, cachetés. Le 26 novembre 1942, Londot justifie cette décision dans un message à Londres: «En effet, la personne qui dirige ce groupe depuis le départ de *Police* est tout à fait sûre et sérieuse. Elle appartient à la magistrature et est bien connue de *Louis* (= Jules Richard). Puisque *Police* est enfin parti j'aiderai ce groupe de tout mon pouvoir». On trouve un écho de cette appréciation dans le premier rapport que Van Oorlé adresse à Londres sous le nom de *Jean*: «Je crois pouvoir dire que le chef du service *Marc* a en moi une confiance entière»⁸³.

«Puisque *Police* est enfin parti...» Au moment où Londot écrit cette phrase, Delvigne est déjà de retour à Bruxelles, où il rencontre Van Oorlé, à qui il dit qu'il revient de Londres. Van Oorlé signale ce fait à Londot et à Londres. Le chef de *Marc* en est très mécontent⁸⁴, mais il réussira à éviter tout contact avec *Police*. Ce contact ne peut être évité par Van Oorlé, qui reçoit de temps à autre des renseignements de *Police*, les accepte mais ne les intègre pas dans son courrier. Les deux hommes se voient encore la veille de l'arrestation de Van Oorlé. Le 4 février 1943, celui-ci est arrêté à Bruxelles en possession de rapports codés, au cours d'une visite de routine par la police allemande de l'établissement où Van Oorlé a donné rendez-vous⁸⁵. De ce fait, *Police* est totalement «en l'air». Par la suite, il essaiera encore de rentrer en contact avec Ugeux, mais sans y réussir. La Sûreté de l'Etat a considéré que les activités SRA de *Police* ont pris fin en novembre 1942, c'est-à-dire au moment où la «ligne M» (Van Oorlé) a été rattachée à *Marc*, qui évacuera désormais son courrier sous l'indicatif de «Jean».

Le tandem Cinq-Jendel

Pendant plus de trois mois, de fin juin à début octobre 1942, le service *Marc* est dirigé en fait par deux chefs: Pierre Depreter (*Cinq*, qui est le

83 LM, n° 59.

84 «Vous dire que *Boris* (= Londot) a dansé de joie en l'apprenant serait le contraire de la vérité» (Rapport de W. Ugeux, 25/11/1942, *Papiers W. Ugeux*, n° 287).

85 Rapport d'interrogatoire d'Otto Weil, *Sonderführer* de l'*Abwehr*, par la Sûreté de l'Etat, 1947, p. 16-17 (LM, n° 83). L'arrestation de Van Oorlé est rapportée à Londres par Londot dans sa note de service du 28/2/1943. La ligne Jean fut continuée par le beau-frère de Van Oorlé, le gendarme Dominique De Waele.

chef en titre, et Max Londot (*Jendel*)⁸⁶. Certaines notes de service sont signées conjointement «*Cinq*» et «*Jendel*», d'autres sont rédigées par l'un ou l'autre séparément. En août 1942, Londres demande à Londot via *Sabot* s'il tient à recevoir personnellement les notes destinées au service. Sa réponse nuancée définit assez bien sa position vis-à-vis de Depreter: «Afin de ne pas froisser certaines susceptibilités, continuez donc à envoyer vos notes pour le service Luc à *Cinq*. (...) J'ai en effet pu le juger et l'apprécier: bien qu'assez jeune et par moments un peu imprudent, il fournit un excellent travail étant très dévoué. Sa manière de travailler est en général bonne et je l'aide et le conseille de mon mieux. Je dois cependant user de diplomatie car il craint continuellement d'être écarté, ce qui serait évidemment parfaitement injuste vu les services qu'il a rendus et qu'il est encore à même de rendre. Il faut reconnaître en effet qu'il n'a pas toujours eu la tâche aisée, et qu'il a repris le service à un moment où tous les agents étaient égaillés. Il l'a fait avec beaucoup d'allant et avec assez de réussite. Il commence d'ailleurs à avoir pleine confiance en moi et en mon désintéressement. Il me sera donc beaucoup plus facile de lui faire admettre certaines choses et nous pourrons alors travailler en étroite collaboration sans qu'il soit nécessaire de mettre l'un de nous sous la dépendance de l'autre. Je ne suis pas venu ici pour jouer mon petit dictateur et préfère donner des conseils plutôt que des ordres. J'estime que le travail s'en ressentirait»⁸⁷.

A certaines occasions, cependant, Londot agit en véritable chef de service. En partie, ces initiatives personnelles sont sans doute inspirées par le fait que Depreter, suite à l'arrestation de Paul De Keyser, a dû se mettre en veilleuse pendant quelque temps. Mais elles le sont peut-être aussi par le désir de donner un nouvel élan au service: «Afin d'être parfaitement au courant de la situation et dans le but de stimuler tous les agents, je me suis permis de leur communiquer une soi-disant note provenant de vous et dans laquelle vous demandiez la situation actuelle pour chacun des secteurs»⁸⁸. Londot ajoute humblement qu'il a pris cette initiative à l'insu de Depreter. Mais l'astuce s'avère efficace. Les courriers du 21 et du 28 septembre 1942 contiennent en effet des aperçus assez détaillés du contrôle effectué dans la plupart des secteurs. De son côté, Depreter signale à Londres le fonctionnement de quinze secteurs, dont il compulse et vérifie le courrier et les croquis transmis chaque semaine à Bruxelles. Il promet pour le prochain courrier «le relevé complet de tous les secteurs

86 Ce pseudonyme ainsi que celui de *Boris*, n'est utilisé que dans les contacts avec Londres. Pour les agents, Max Londot était et est toujours *René*.

87 Lettre de Londot au capitaine Nicodème, 15/8/1942 (LM, n° 71). Il est à remarquer que celui-ci tutoie Londot dans ses notes de services. Les deux hommes se sont évidemment connus à Londres, alors que Depreter n'est qu'un indicatif (VN/5) pour Nicodème.

88 Note de service partie dans le courrier du 2/9/1942 (LM, n° 78).

du pays tombant sous mon contrôle»⁸⁹. Dans la même note, il ajoute qu'il s'occupe activement de l'organisation d'un service de renseignements en Allemagne même, par le truchement d'agents se faisant embaucher comme travailleurs volontaires, dont deux à Düsseldorf⁹⁰. Ce projet audacieux, pour lequel Depreter et Londot ne cessent de demander des garanties à Londres au cas où il arriverait quelque chose à ces agents, est toutefois resté à l'état embryonnaire.

Mais la répression allemande ne tardera pas à mettre fin à la collaboration fructueuse entre *Cinq* et *Jendel*.

La «casse» d'octobre 1942

Il n'est pas aisé de reconstruire les «casses» qui se produisent à intervalles réguliers dans les organisations de résistance en général et dans les services de renseignements en particulier. Si certaines arrestations sont fortuites (au passage de la ligne de démarcation, par exemple), d'autres sont souvent le fruit de l'exploitation patiente par le contre-espionnage allemand de documents saisis sur ou chez des agents arrêtés, de leurs aveux plus ou moins complets ou tout simplement de manoeuvres d'infiltrations habiles par des agents allemands, qui peuvent, par la confiance qui peut leur avoir été faite, connaître quelques rouages du service infiltré.

La première grande «casse» que connaît le service *Marc* - celle d'octobre 1942 - est un de ces accidents qu'on a du mal à reconstruire. Le fait que des arrestations sont effectuées en même temps à Bruxelles, à Liège et à Paris, tendrait à faire croire qu'il s'agit d'une opération concertée. S'il est vrai qu'il existe probablement un lien entre les arrestations faites à Bruxelles et à Liège, il semblerait pourtant que celles de Paris se sont effectuées indépendamment et d'ailleurs par un service de police différent.

Tout semble commencer le 10 juin 1942 par l'arrestation de Raoul Vignoble en gare d'Aulnoye dans le Nord de la France. Vignoble, qui assure depuis plusieurs mois l'évacuation du courrier du service *Luc* de Bruxelles vers Paris, est arrêté par la police française. Comme il est porteur de documents «suspects», il est remis à la police allemande. Otto Weil, officier de l'*Abwehr* chargé de l'enquête, a déclaré après la guerre: «Grâce au matériel découvert on a pu déceler l'existence de plusieurs centaines

89 Note de service du 23/9/1942 (LM, n° 78).

90 Ces deux agents (VN/D et VN/D/1) fournissent des renseignements et s'occupent occasionnellement du passage de prisonniers de guerre belges et français, qu'ils munissent de faux papiers de travailleurs volontaires.

d'agents travaillant pour le service Luc et j'ai pu établir un premier tableau d'organisation de ce service»⁹¹. Dans un premier stade, l'*Abwehr* ne connaît que les indicatifs dont les agents ou chefs de secteurs signent leurs rapports et dont on peut retrouver des traces dans le rapport synthétique tel qu'il est établi par l'état-major à Bruxelles. Mais cela peut déjà orienter les recherches. Les Allemands ont-ils d'abord voulu frapper les courriers internationaux du service ? Toujours est-il qu'ils en arrêtent cinq en moins de deux mois: André Bauman⁹² le 26 juin à Salès-de-Béarn, Georges Terlinden à Castillon à la ligne de démarcation, Guillaume Puttemans et Jacques Liénard à Mareuil-sur-Belle - tous trois en juillet⁹³. Le 11 août 1942 sont arrêtés Eugène Dumon, sa femme et une de ses filles. Ceci s'explique sans doute par le fait que Dumon était responsable de l'équipe des courriers et s'occupait activement de l'évacuation d'agents brûlés et d'aviateurs alliés vers la France. Mais auparavant, le 29 juin, la police allemande a arrêté à Bruxelles un des premiers agents de *Luc*, Paul De Keyser⁹⁴. A cette occasion, les Allemands soumettent à l'épouse de De Keyser un signalement répondant parfaitement à celui de Pierre Depreter, ce qui prouve qu'ils veulent aussi frapper à la tête. Ils ont d'ailleurs soumis ce même signalement à Bauman lors de son arrestation quelques jours auparavant⁹⁵.

Le 9 octobre 1942, la *Geheime Polizei* fait plusieurs rafles à Bruxelles. Tôt le matin, elle descend au Palais de Justice de Bruxelles, un des berceaux du service. Les Allemands arrêtent un des concierges, Léopold Evrard, agent *Luc* depuis le début. L'autre concierge, Théophile Van Steenbeeck, également à *Luc* depuis 1940, est abattu en voulant s'enfuir. Son fils Henri, photographe du service depuis quelques mois, peut se sauver. Il peut avertir Pierre Depreter qui disparaît sur le champ et se rend chez Arthur De Groeve, agent du service, architecte à Berchem-Ste-Agathe. Malheureusement, la GFP est déjà chez De Groeve et l'a arrêté avec sa femme. La souricière que les policiers allemands ont tendue a été efficace, puisque le chef du service même y est attrapé. Depuis des mois,

91 Déclarations faites par Weil à la Sûreté de l'Etat en 1946 (LM, n° 83). Vignoble sera déporté en Allemagne en 1943, où il disparaîtra.

92 Bauman (*Hibou* dans le service *Benoit*) est arrêté par la *Grenzschutzpolizei*, mais à la demande de la GFP de Bruxelles, ce qui pourrait indiquer que son arrestation est la suite de celle de Vignoble.

93 Terlinden réussira à s'échapper et à gagner la Grande-Bretagne. Liénard et Puttemans seront enfermés à la prison de Castres (Tarn), d'où ils pourront s'échapper en 1943 (LM, n° 67).

94 De Keyser, né en 1919, militaire de carrière, fut recruté début 1941 par Georges Leclercq dès son retour de captivité. Il était l'agent de liaison entre *Luc* et le service *Cone*, où furent également faites plusieurs arrestations. Celle de Paul De Keyser entraîna le départ pour l'Angleterre du chef de *Cone*, Raoul Derivière, qui remit son service à *Luc* avant son départ (LM, n° 58).

95 Attestation d'André Bauman, 14/2/1948.

la maison De Groeve sert de refuge à des aviateurs et à des agents brûlés à évacuer.

C'est cet indice qui permet de supposer que les arrestations faites à Bruxelles et à Liège en octobre 1942 sont interconnectées. Depuis quelques mois, en effet, deux agents hollandais de l'*Abwehr* ont réussi à s'infiltrer dans le groupe VN/H à Liège, qui ne s'occupe pas uniquement de renseignements mais aussi d'évasions⁹⁶. Les aviateurs abattus et les prisonniers de guerre évadés sont évacués par plusieurs lignes, soit par Florenville soit par Heer-Agimont. Mais certains d'entre eux sont convoyés vers Bruxelles, où ils sont accueillis par De Groeve, qui, en principe, les remet à la ligne d'évasion *Comète*. On peut donc supposer que les Allemands sont descendus chez De Groeve, ayant été renseignés par leurs deux agents infiltrés dans le groupe VN/H à Liège de l'existence de ce centre d'accueil. La raison pour laquelle Depreter se trouvait chez De Groeve le 9 octobre n'est pas connue. On peut supposer qu'il a voulu s'enfuir en utilisant les contacts de De Groeve. L'accident est d'autant plus tragique que Max Londot a déjà en septembre 1942 décidé de se séparer des VN/H liégeois. L'action néfaste des deux agents de l'*Abwehr* ne tardera d'ailleurs pas à se faire jour dans leurs rangs: le 15 octobre 1942 et les jours suivants ont lieu des arrestations en masse à Liège et parmi

96 Pour cette infiltration, voir: P. VAN LIESHOUT, *Het Hannibalspiel*, Bussum, Van Holkema & Warendorf, 1980, pp. 22 et suiv. La manoeuvre d'infiltration fut organisée par la *Nebenstelle* Groningen de l'*Abwehrstelle* Wilhelmshaven à partir de la seconde moitié de juin 1942. Elle fut la suite logique de l'exploitation d'éléments recueillis à l'occasion de l'infiltration de groupes de résistance hollandais. Elle fut menée par deux agents hollandais de l'*Abwehr* Gerardus Stellbrinck et Jos Hoosemans. Celui-ci était déjà au service de l'*Abwehr* avant l'invasion. Fin juin 1942, Stellbrinck parcourut la filière d'évasion du groupe VN/H jusque Givet. En été 1942, Stellbrinck et Hoosemans réussirent à gagner la confiance d'Arthur Renkin, chef du groupe VN/H à Liège, et de plusieurs de ses collaborateurs. Le ver était dans le fruit. Le groupe VN/H semble avoir commencé son activité sous la dénomination de service JAM. Le chef de groupe, Arthur Renkin, aurait été contacté en été 1940 par M. Apper, secrétaire du vice-gouverneur de la Société Générale, en vue du passage de militaires belges en Angleterre. Il serait entré en contact avec Georges Leclercq en septembre 1940, auquel il remit des renseignements tout en s'occupant d'évasions. Le groupe était en contact avec des résistants hollandais, qui fournissaient également des agents et aviateurs à évacuer. Renkin connaissait personnellement De Groeve, à qui il remit des partants (*Historique du service JAM*, par A. Renkin, et *Rapport sur la ligne JAM*, par la Sûreté de l'Etat, 12/1/1949, LM, n° 6).

les agents en contact avec le groupe liégeois⁹⁷. D'autres personnes sont également arrêtées: l'abbé Froidure et l'épouse de Depreter⁹⁸.

A peu près au même moment des arrestations ont lieu à Paris, à cause de l'infiltration d'une femme à la solde des Allemands (le SD). A Paris s'était établi, au printemps de 1942, le centre *Delpa*, dépendant du réseau *Sabot*, et qui pendant quelques mois recevait les courriers de *Luc-Marc* destinés à Londres. Ce centre, animé partiellement par d'anciens agents de *Luc* (dont Paul Gheude) est anéanti par l'action de cette femme en octobre 1942. L'épouse de Gheude et une femme qui lui sert de courrier sont également arrêtées à Bruxelles, par la *Sicherheitspolizei* cette fois, alors que les autres arrestations ont été effectuées par la *Geheime Feldpolizei*. Comme l'action de ces deux polices était rarement coordonnée, on peut présumer que les arrestations faites à Paris n'ont aucun rapport avec celles de Bruxelles et de Liège.

Après l'arrestation de Depreter, Max Londot entreprend la réorganisation du service. La casse n'a pas seulement décapité le service, mais, comme le signale Londot à Londres, les services photographique et de dessin sont également en l'air, et plusieurs groupes de *Marc* sont fortement atteints⁹⁹. C'est pourquoi Londot coupe le contact avec

97 Le 15 octobre 1942 eurent lieu quinze arrestations, non seulement à Liège, mais aussi parmi les collaborateurs hollandais du groupe. Douze des victimes furent fusillées en 1943 (parmi elles se trouvaient trois religieux). Un autre agent, Louis Rademecker, commissaire de police adjoint à Liège et ancien agent français, fut arrêté le 6 décembre 1942 et abattu à la citadelle de Liège le 14 mars 1943. Rademecker s'occupait activement d'évasions, en collaboration avec Gertrude Moors et le lieutenant hollandais Nicolas Erkens. G. Moors, qui connut une fin tragique à Ravensbrück en 1944, a remis une vingtaine d'aviateurs alliés à la ligne JAM, à partir de début 1942. Ceux-ci furent conduits à quatre refuges différents à Liège par A. Renkin, Paul Balteau et Rademecker, qui procurait également les faux papiers nécessaires (*Rapport sur la ligne JAM*, établi par le service de liquidation des réseaux d'évasion de la Sûreté de l'Etat, 19/2/1949, LM, n° 6).

98 Pierre Depreter fut fusillé à Pappenweiler le 23 mai 1944. Après son arrestation, la GFP note qu'il était recherché depuis longtemps (en fait depuis octobre 1941) et continue: «Depreter a tenté de se servir d'une arme, mais a pu en être empêché à temps. Il a été trouvé en possession de documents d'espionnage et d'une forte somme d'argent» (Rapport du 3/11/1942, dans J.-L. CHARLES et Ph. DASNOY, *Les dossiers secrets de la police allemande en Belgique*, Bruxelles, Editions Arts et Voyages, 1972, II, p. 55). Les Allemands n'ont jamais su qu'il avait été le chef du service. Son acte d'accusation, qui porte la date du 31/12/1943, est extrêmement bref et ne contient que quelques éléments sur son activité en 1941 et sur son séjour en France fin 1941-début 1942. Cela prouve que ses interrogateurs n'ont pas su tirer grand-chose de lui. Tout au long du séjour de Depreter à la prison de Saint-Gilles, Max Londot est resté en contact indirect avec lui. Il espérait le sauver moyennant une forte somme, 150.000 FB de l'époque (Note de service du 3/1/1944). Londot ajoute dans cette note: «Je vous rappelle que le *Cinq* était le chef du service Marc et que sa conduite en prison a été exemplaire malgré les mauvais traitements» (LM, n° 200).

99 Note de service du 17/10/1942 (LM, n° 78).

certains groupes, en organise d'autres et surtout imposé un cloisonnement rigoureux et l'interdiction absolue de s'occuper d'autre chose que de renseignements¹⁰⁰. Il présentera le résultat de cette réorganisation dans un schéma d'organisation, envoyé à Londres début 1943. Ce document sera la base de notre essai de description de la structure et du fonctionnement du service au chapitre suivant.

III. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Après l'arrestation de Pierre Depreter, Max Londot procède à une réorganisation du service, tant au niveau des secteurs qu'à celui des services centraux.

La Centrale

La «Centrale» à Bruxelles est, à cette époque, composée du chef du service, de son adjoint, de deux photographes, de deux dessinateurs, d'une secrétaire et des dactylos. L'adjoint du chef de service est le jeune Jean Van Schuerbeek (VN/7, *Joseph*), né à Molenbeek le 8 novembre 1920. Avant l'invasion, il a fait ses études à l'école des cadets à Namur, puis à l'ERM. Au 10 mai 1940, il est sous-officier et a l'ambition de devenir officier. Prisonnier de guerre, il est libéré le 13 décembre 1940. L'ERM étant fermée, il s'inscrit à l'ULB et travaille au Secours d'Hiver. Au printemps 1942, il veut partir pour l'Angleterre. Il fait part de ce désir à son camarade Jacques Liénard, élève-officier à l'ERM et à ce moment un des courriers internationaux du service *Luc*. Celui-ci le présente à Arthur Degroeve, qui dans *Luc* s'occupe de l'évasion. Degroeve le recrute pour le service. En mars 1942, Van Schuerbeek est chargé d'établir une liaison avec la France. Il entre en contact avec l'ingénieur français Pierre Moreau, dont la femme possède une propriété à Paray-le-Monial, d'où le franchissement clandestin de la ligne de démarcation est possible. Dès lors, Van Schuerbeek assure le contact avec Moreau à Paris et parfois avec Georges Oreel, qui réceptionne à Lyon le courrier du service. En septembre 1942, il accompagne Oscar Simon en France dans le but de l'introduire comme courrier international. Van Schuerbeek abandonne ce travail pour se consacrer à la liaison avec plusieurs secteurs à l'intérieur

100 Dans une lettre à William Ugeux, chef du PCB, datée du 28/11/1942, Londot écrit: «Le service Marc est maintenant complètement rétabli. Ces derniers événements m'ayant permis de faire un grand nettoyage, j'estime que la qualité des renseignements fournis par notre organisation ne pourra qu'y gagner.» Et il ajoute: «J'ai le plaisir de vous annoncer que l'un des responsables du coup de filet du 9/10/1942 repose désormais en paix dans l'un des cimetières du Grand Bruxelles. L'ouvrage a été bien fait et il n'y a aucune suite». Il n'a pas été possible de déterminer de qui il s'agit. (LM, n° 189).

de la Belgique. Il connaît donc bien les rouages internes du service. Le service photographique a dû être réorganisé suite à la casse d'octobre: Henri Van Steenbeeck, qui photographiait le courrier avec l'appareil Leica apporté par Max Londot, a dû prendre la fuite. Il est remplacé par deux autres agents du service. Un bureau de dessin fonctionne à partir de décembre 1942; il est assuré par Franz Biernaux, sous-officier, et Henri De Saedeleer, assistant à l'ULB (fermée), qui prendra progressivement la direction du «bureau technique» du service et deviendra l'adjoint technique de Londot. Celui-ci dispose d'une secrétaire, Ghislaine de Menten de Home, qui connaît le moyen de raccrocher la plupart des secteurs en cas d'arrestation de Londot. La dactylographie est assurée, en grande partie, par Claire Duysburgh (*Cousine*). Celle-ci, née en 1899, dactylo au ministère de la Justice, fait partie du service à partir de 1941. Après l'arrestation de Depreter, avec lequel elle a collaboré étroitement, elle installe un bureau dactylographique du service à la place Jonckheere à Anderlecht. Elle tape chaque semaine le courrier de huit secteurs et aménage en janvier 1943 un bureau central du service au 138a de la rue Philippe Baucq à Etterbeek, près du pont du Gerموir. A cette adresse, Marguerite Bagniet, épouse Lazare, exploite une blanchisserie. A partir de janvier 1943, le service y dispose d'une boîte-aux-lettres centrale, où Van Schuerbeek ou Londot lui-même viennent chercher le courrier en vue de sa rédaction définitive et de la photographie.

En février 1943 Londot peut transmettre à Londres un tableau détaillé du fonctionnement du service ¹⁰¹. Il dénombre à ce moment 25 secteurs, dont 10 travaillent exclusivement ou principalement dans la partie néerlandophone du pays, trois en France et un groupe en formation en Allemagne. La transmission du courrier de ces secteurs à la centrale se fait par des «agents itinérants»: 4 pour les secteurs en Belgique même, 2 pour les secteurs français, 1 pour le groupe en Allemagne. Ces courriers entrent à la direction du service à partir du mercredi de chaque semaine, sauf celui de la «ligne Maurice» ¹⁰² et du secteur VN/P, qui entrent le lundi. Ils sont soit déposés par un agent du secteur en question à une boîte-aux-lettres à Bruxelles, soit ramenés à Bruxelles par un «agent itinérant», parmi lesquels les femmes jouent un rôle prépondérant. Pour donner une idée de la «chaîne de transmission» des rapports des secteurs, voici un exemple, datant de la mi-1943: Le courrier du secteur VN/44 est remis au «facteur» *Françoise* le samedi. Celle-ci, de son vrai nom Blanche Charlier, le dépose le même jour à la boîte-aux-lettres «Aspirine», qui est connue par le chef

101 *Tableau de fonctionnement du Service Marc*, envoyé dans le courrier du 10/2/1943. Avec l'ironie qui lui est propre, il intitule le service comme «l'Office du Travail de l'IS». LM, n° 91.

102 La «ligne Maurice» est le nom qui fut donné pendant un certain temps au service *Jean*, dirigé jusque début 1943 par Jean Van Oorlé et dont le courrier fut évacué par *Marc* jusqu'à la fin de l'occupation.

de groupe et le «facteur» en même temps. Le samedi soir, le courrier y est enlevé par H. De Saedeleer, qui le remet au chef de service. Ainsi, il existe trois maillons entre Max Londot et le chef de secteur. Du samedi soir au lundi matin, Londot et Van Schuerbeek sont occupés à la composition du courrier global tel qu'il sera envoyé à Londres. Le lundi, la mise en page est faite par deux dessinateurs et deux dactylos. Ensuite, le courrier est (micro-)photographié jusqu'au mercredi matin, puis il est emballé et il part en principe vers la France le mercredi à 10 heures. Pour cette évacuation, le service dispose de deux lignes différentes (une ligne en trois étapes par Paris, une ligne directe via l'Ardenne) et de quatre agents (huit si on compte les doublures).

La «centrale» fonctionne donc sept jours sur sept, avec une activité accrue pendant le week-end. A la composition du courrier hebdomadaire s'ajoutent la rédaction des notes de service destinées à Londres et des réponses aux notes de Londres, celle des notes aux chefs de secteur et la supervision des liaisons radio. En février 1943, le service ne dispose en fait que d'un opérateur radio (*Bird*, Pierre Libotte) et de 20 endroits d'émission, surtout dans la région liégeoise et aux environs de Louvain. Les émissions sont surveillées par cinq «gardiens». De plus, à cette époque, Londot tient en réserve deux opérateurs recrutés sur place et un technicien qui, à la demande du chef de service, construit de nouveaux postes¹⁰³. En principe seuls les renseignements urgents sont transmis par radio. Dans ce but, chaque courrier est résumé. A partir de juillet 1943, ce travail sera effectué par Jacques Liénard.

En 1943, le service *Marc* est durement mis à l'épreuve par la répression allemande. En mars, la police allemande frappe à la tête du service, et en juin c'est surtout la province de Liège qui est touchée. Il faut bien dire que dans les deux cas, elle a été aidée par des agents du service, qui agissaient en agent double ou par peur.

La «casse» de mars 1943

Début décembre 1942, Fernand Rigot, chef de secteur dans le service, recrute son ancien élève, *Bobby*, né en 1922. *Bobby* était jusque fin 1940 employé de banque. Tombé sans travail, il décide début 1941 de partir pour l'Angleterre. Sur des indications recueillies à Bruxelles, il se rend dans le Nord de la France, croyant qu'il serait aidé par une filière d'évasion, dirigée par Jules Derichebourg de Lens. Mais cette filière est infiltrée. Le 25 mars, *Bobby* et une vingtaine d'autres candidats à l'évasion (dont au moins un faux) sont arrêtés à Arras. Un conseil de guerre allemand condamne *Bobby* à neuf mois de prison, qu'il passera à Loos

103 Voir le chapitre sur les liaisons avec Londres.

(Lille). Libéré le 23 février 1942, il rentre à Bruxelles, et entre donc dans le service *Marc* quelques mois plus tard. Le 5 décembre, Rigot le présente à Max Londot (qui a pris ses quartiers chez Rigot depuis le 2 septembre), qu'il ne connaît que sous le nom de *René Bréchar*d. Il est chargé de se rendre chaque samedi à Liège pour prendre le courrier des secteurs AR (dirigé par André Mathy) et W (dirigé par Henri Naime). A partir de la mi-janvier 1943, il est également chargé du rôle de courrier entre Paris et Bruxelles. La première fois, il se rend à Paris en compagnie de Jean Van Schuerbeek, qui est entretemps devenu l'adjoint de Londot et qui a recruté en mars 1942 l'ingénieur français Pierre Moreau. Celui-ci dirige à Paris le secteur VN/E de *Marc* et assure pendant un certain temps la transmission vers Lyon du courrier descendant. Début mars, *Bobby* est également chargé d'accompagner à Paris deux agents brûlés du service, Joseph Hynck et Marcel Thomas. Le 9, il est de nouveau à Paris en possession de deux lettres pour Moreau. Dans une de ces lettres, Londot annonce à Moreau la rupture des relations. En effet, à la même époque, Londot a chargé Franz Biernaux de regrouper certains agents français sous sa direction, et d'essayer d'établir une liaison de courrier directe avec l'Espagne.

Mais le 10 mars, *Bobby* et Thomas sont arrêtés par la *Sipo* chez Moreau. Le jour même, Moreau leur a dit qu'il a recruté «un agent formidable». Or, celui-ci est un agent redoutable du SD, Adolphe Manet, qui a déjà été à la base d'arrestations à Bruxelles en 1941, de l'anéantissement du centre «Delpa» à Paris (par lequel le courrier de *Marc* a passé pendant quelques mois) et de l'arrestation de Pierre Bouriez (*Sabot*) en janvier 1943. Moreau est également arrêté. *Bobby* remet ses deux lettres à la police allemande et accompagne celle-ci à l'hôtel où loge Hynck, qui est arrêté sur-le-champ. Le lendemain, *Bobby* est conduit à Bruxelles par les Allemands, qui installent une souricière dans son appartement, où des documents de service sont découverts. Le vendredi 12, *Bobby* se rend sous un prétexte à la blanchisserie de la rue Philippe Baucq à Etterbeek, où le service dispose depuis août 1942 d'un bureau pour la confection du courrier. Ce jour-là, Max Londot y a rendez-vous avec Franz Biernaux qui revient de France. Un quart d'heure après *Bobby*, la *Sipo* arrive et arrête tous ceux qui sont présent: Biernaux, Van Schuerbeek, Claire Duysburgh (dactylo du courrier), et la propriétaire de la blanchisserie, Mathilde Bagniet. Max Londot, qui a dû s'absenter, échappe de justesse à l'arrestation. Le samedi 13, *Bobby* est amené à Liège et y fait arrêter deux agents avec lesquels il avait rendez-vous, André Mathy, chef du secteur VN/AR, et Mme Geuns, chez qui le courrier du secteur VN/W est déposé. Pendant cette opération, *Bobby* essaye de s'évader sans y réussir. Il est ramené à Paris, où il accepte définitivement

de travailler pour le contre-espionnage allemand, jusqu'à son évasion en Espagne fin 1943 ¹⁰⁴.

Voilà, décrits sèchement, les événements tragiques de mars 1943 qui montrent clairement que la police allemande avait l'intention de décapiter le service, avec l'aide de *Bobby*. A sa décharge, on peut noter que d'autres agents qu'il connaissait, notamment à Liège, n'ont pas été arrêtés. D'autre part, ceux qui ont été appréhendés ne sont pas des moindres: Van Schuerbeek, adjoint du chef de service; André Mathy, que Londot avait considéré comme son successeur possible; Biernaux, dessinateur du service et organisateur de *Marc-France*; Claire Duysburgh, une des dactylos permanente du service. Ajoutons que Londot, dont *Bobby* savait qu'il avait rendez-vous au «Germoir» a également risqué d'être arrêté.

La casse de mars 1943 nécessite une nouvelle réorganisation de la direction du service. Début avril, Londot peut déjà annoncer à Londres: «Le service est complètement reconstruit en Belgique. Si j'étais arrêté, VN/LL et VN/RK/24 me remplaceraient avec l'aide morale de Louis» ¹⁰⁵. Le *Louis* dont il est question n'est pas De Saedeleer, mais le magistrat Jules Richard, qui sera arrêté en mai 1943. A partir de mars 1943 donc, Londot a deux adjoints: H. De Saedeleer (VN/LL) et Fernand De Breyne (VN/RK/24) ¹⁰⁶. Il définit leurs tâches respectives dans un document manuscrit. De Saedeleer s'occupera des tâches suivantes: l'organisation des lignes d'évacuation du courrier, la fabrication de cachets et de cartes d'identité, la direction du bureau de dessin, la liaison avec le service photographique, la mise en lieu sûr des courriers expédiés, et, avec les agents A 12, la critique des rapports des chefs de secteur et la confection d'une carte de l'état récapitulatif de l'occupation militaire ¹⁰⁷.

104 Pour les détails de l'histoire de *Bobby* et de la casse de mars 1943, voir: LM, n^{os} 86-88. Il fut condamné en janvier 1949 aux travaux forcés à perpétuité.

105 Note de service du 7/4/1943, partie dans le courrier du 14 avril (LM, n^o 198).

106 F. De Breyne, né en 1921, était élève officier à l'ERM au moment de l'invasion. Prisonnier de guerre libéré le 13/12/1940, il commence des études de géologie à l'ULB, puis à l'UCL. En mai 1942, il est recruté pour le service par Charles Deventer (ERM), un des fondateurs du secteur VN/RK. De juin à septembre 1942, il assure la transmission du courrier en France jusqu'à Chalon-sur-Saône. A partir d'octobre 1942, il s'occupe principalement du courrier intérieur (Bruges, Gand et Louvain), récoltant ainsi les rapports de cinq secteurs. Entre mai et août 1943, en tant qu'adjoint du chef de service, il répare la suite des casses survenues dans plusieurs secteurs, recrute 5 nouveaux chefs de secteur et assure leur liaison avec Bruxelles. Brûlé en septembre 1943, il tente de partir en Angleterre. N'ayant pas réussi, il reprend du service en février 1944 dans le secteur VN/AT (Tournai-Courtrai-Valenciennes) et fonctionne comme assistant de l'opérateur Léon Collard (*Warp*), parachuté en mai 1944.

107 LM, n^o 92.